

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
10 septembre 2019  
Français  
Original : arabe

---

**Lettre datée du 9 septembre 2019, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par la Représentante permanente  
des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, je vous écris en réponse aux lettres identiques datées du 30 juillet 2019, adressées au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité par la Représentante permanente du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies ([S/2019/610](#)), relatives à l'ordonnance rendue le 14 juin 2019 par la Cour internationale de Justice concernant la demande en indication de mesures conservatoires, et comme suite à la lettre datée du 15 août 2018 que j'ai adressée à la Présidente du Conseil de sécurité ([S/2018/590](#)) en réponse aux lettres identiques datées du 26 juillet 2018, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par la Représentante permanente du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies ([S/2018/562](#)).

Mon gouvernement regrette que le Qatar ait une nouvelle fois induit en erreur le Conseil de sécurité en proposant une interprétation erronée des ordonnances rendues par la Cour internationale de Justice. Je rappelle que la Cour a clairement indiqué que chacune des décisions prises concernant les mesures conservatoires ne préjugait en rien la question de sa compétence pour connaître du fond de l'affaire, ni aucune question relative à la recevabilité de la requête ou au fond lui-même (par. 78 de l'ordonnance du 23 juillet 2018 et par. 31 de l'ordonnance du 14 juin 2019). En outre, l'ordonnance du 14 juin 2019 concernait très précisément des droits procéduraux revendiqués par les Émirats arabes unis. Les allégations erronées formulées par le Qatar selon lesquelles, dans son ordonnance du 14 juin 2019, la Cour aurait « confirmé » que ce pays respectait le droit international et que cette décision constituait « une reconnaissance des droits des Qatariens » contredisent de manière directe les dispositions claires de l'ordonnance rendue et compromettent l'impartialité et l'intégrité de la procédure en instance devant la Cour.

Je saisis cette occasion pour rappeler le Qatar qu'aux termes de la quatrième mesure conservatoire indiquée par la Cour dans l'ordonnance du 23 juillet 2018 citée figurant en annexe à la lettre datée du 30 juillet 2018 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général ([S/2018/755](#)), les deux Parties doivent s'abstenir de tout acte qui risquerait d'aggraver ou d'étendre le différend dont la Cour est saisie ou d'en rendre le règlement plus difficile. Les Émirats arabes unis sont déterminés à se conformer à cette ordonnance.

Par ailleurs, en ce qui concerne les propos tenus par le représentant du Qatar à la séance du Conseil de sécurité consacrée à la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, qui s'est déroulée le 23 juillet 2019 ([S/PV.8583](#)), mon



gouvernement invite le Qatar à s'acquitter de ses obligations internationales, notamment celles que lui imposent l'Accord de Riyad de 2013 et le Mécanisme mettant en œuvre cet accord, entré en vigueur en 2014 (Nations Unies, *Recueil des Traités*, n° 55378), et à s'abstenir de mener des politiques visant à promouvoir l'extrémisme, le terrorisme et les organisations terroristes, de s'ingérer dans les affaires intérieures des États voisins et d'offrir une tribune religieuse et médiatique aux terroristes dans des réseaux d'information appartenant à l'État ou soutenus par lui.

Enfin, les Émirats arabes unis saisissent cette occasion pour souligner qu'ils s'acquittent de l'ensemble des obligations que leur fait le droit international.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,  
Représentante permanente  
(Signé) Lana Zaki **Nusseibeh**

---